

**Art. 2.** A l'article 10 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Sauf dans les cas visés au § 2, 5<sup>o</sup>, toute personne assujettie au présent arrêté, est tenue de s'affilier à une des caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants dont question à l'article 20, § 1er ou à la Caisse nationale auxiliaire visée à l'article 20, § 3. »

2<sup>o</sup> Le paragraphe 2 est complété comme suit :

« 5<sup>o</sup> les cas dans lesquels, l'obligation de cotiser n'existant pas, il n'est pas obligatoire de s'affilier. »

**Art. 3.** A l'article 52 bis de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1987 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, inséré par l'arrêté royal n° 1 du 28 mars 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Les travailleurs indépendants au sens de l'article 1er du présent arrêté qui réunissent les conditions fixées par le Roi peuvent conclure un contrat d'assurance afin de constituer soit une pension complémentaire de retraite, soit une pension complémentaire de retraite et une pension complémentaire de survie en faveur du conjoint survivant. »

2<sup>o</sup> Le paragraphe 2, alinéa 1er, est remplacé par l'alinéa suivant :

« § 2. Aux fins de se constituer une pension complémentaire, le travailleur indépendant doit verser une cotisation à la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants prévue à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1987 organisant le statut des travailleurs indépendants à laquelle il est affilié. Celle-ci transmet la cotisation à l'organisme assureur. »

3<sup>o</sup> L'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 5. Le Roi peut selon les modalités qu'il détermine prévoir l'adaptation aux dispositions du présent article des contrats d'assurances visés à l'arrêté royal du 31 juillet 1981 relatif à l'organisation du régime de pension complémentaire des travailleurs indépendants, conclus avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice et des Classes moyennes,  
M. WATHELET

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes  
et aux Victimes de la Guerre,  
P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat aux Petites et Moyennes Entreprises,  
J. DUPRE

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. WATHELET

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 89 — 2438

**12 DECEMBRE 1989. — Arrêté ministériel  
fixant les prix maxima pour le transport par taxis**

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix;

Vu la loi du 27 décembre 1974 relative aux services de taxis;  
Vu l'avis de la Commission pour la Régulation des Prix;

**Art. 2.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Behalve in de gevallen bedoeld in § 2, 5<sup>o</sup>, is ieder persoon, die aan dit besluit is onderworpen, ertoe gehouden aan te sluiten bij een der sociale verzekeringsskassen voor zelfstandigen waarvan sprake in artikel 20, § 1 of bij de Nationale Hulpkas bedoeld in artikel 20, § 3. »

2<sup>o</sup> Paragraaf 2 wordt aangevuld als volgt :

« 5<sup>o</sup> de gevallen waarin, ingevolge het niet bestaan van de bijdraagplicht, geen verplichting tot aansluiting bestaat. »

**Art. 3.** In artikel 52bis van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1987 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 1 van 26 maart 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> Paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De zelfstandigen in de zin van artikel 1 van dit besluit, die de voorwaarden vervullen bepaald door de Koning, kunnen een verzekeringsscontract sluiten ten einde hetzij een aanvullend rustpensioen, hetzij een aanvullend rustpensioen en een aanvullend overlevingspensioen ten voordele van de overlevende echtgenoot te vormen. »

2<sup>o</sup> Paragraaf 2, eerste lid, wordt vervangen door het volgend lid :

« § 2. Om het aanvullend pensioen samen te stellen, dient de zelfstandige een bijdrage te storten bij het sociaal verzekeringsfonds voor zelfstandigen, bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1987 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, waarbij hij aangesloten is. Dit laatste maakt de bijdrage overs aan de verzekeringsinstelling. »

3<sup>o</sup> Het artikel wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 5. De Koning mag volgens de modaliteiten die Hij vaststelt de aanpassing aan de bepalingen van dit artikel voorzien van de verzekeringsscontracten bedoeld bij het koninklijk besluit van 31 juli 1981 houdende inrichting van het aanvullend pensioenstelsel der zelfstandigen, gesloten voor de inwerkingtreding van onderhavige paragraaf. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 december 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Justitie en Middenstand,  
M. WATHELET

De Staatssecretaris voor Middenstand  
en voor de Oorlogsslachtoffers,  
P. MAINIL

De Staatssecretaris voor de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,  
J. DUPRE

Met 's Lands zegel gezegeld:  
De Minister van Justitie,  
M. WATHELET

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 89 — 2438

**12 DECEMBER 1989. — Ministerieel besluit houdende  
vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's**

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen;

Gelet op de wet van 27 december 1974 betreffende de taxidiensten;  
Gelet op het advies van de Commissie tot Regeling der Prijzen;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que les tarifs visés sont déjà en vigueur depuis plusieurs années et que l'évolution des éléments du prix de revient nécessite une adaptation immédiate;

Arrête :

**Article 1er.** Les prix maxima, pourboire et taxe sur la valeur ajoutée compris, pour le transport de personnes par taxis, sont fixés comme suit :

A. Dans les localités où le régime du périmètre ne doit pas être appliqué :

1. Prix kilométrique :

- a) petites voitures : 30 F par kilomètre parcouru;
- b) grandes voitures : 34 F par kilomètre parcouru.

2. Frais d'attente : 500 F de l'heure.

3. Montant de la prise en charge : 70 F.

4. Distance : le trajet peut être compté depuis le départ du garage ou du lieu de stationnement jusqu'au retour au même endroit. Le trajet à vide doit se faire par le chemin le plus court.

B. Dans les localités où le régime du périmètre est appliqué :

1. Prix kilométrique :

- a) petites voitures : 38 F par kilomètre en charge;
- b) grandes voitures : 42 F par kilomètre en charge.

2. Frais d'attente : 500 F de l'heure.

3. Montant de la prise en charge : 70 F.

Le montant de la prise en charge donne droit à la prise à domicile dans un rayon de 2 000 mètres du stationnement le plus proche de l'exploitant.

4. Distance : le trajet peut être compté depuis la prise en charge du client jusqu'à la descente du client à l'intérieur du périmètre. Si le client descend en dehors du périmètre, le retour au périmètre peut être porté en compte, ce retour à vide se faisant par le chemin le plus court.

**Art. 2.** Dans les localités où le périmètre est appliqué, les limites du périmètre doivent être approuvées par le Ministre des Affaires économiques.

Les approbations déjà accordées restent valables. Les demandes de modification et les nouvelles demandes d'approbation doivent être adressées au Service des Prix du Ministère des Affaires économiques, rue J.A. De Mot 24-26, à 1040 Bruxelles, par l'autorité délivrant l'autorisation d'exploiter un service de taxis.

**Art. 3.** Les voitures à plus de quatre places, y compris le siège du conducteur, sont considérées comme grandes voitures; les autres sont considérées comme petites voitures.

**Art. 4.** Le Ministre des Affaires économiques peut autoriser l'application de tarifs adaptés à des circonstances locales.

**Art. 5.** A titre transitoire et au plus tard jusqu'au 31 janvier 1989, les exploitants de voitures munies de taximètres qui n'ont pas encore été réglés sur les tarifs autorisés par le présent arrêté, peuvent majorer de 8 p.c. le prix de la course indiqué par le taximètre sur base du tarif en vigueur avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Cette autorisation est subordonnée à la condition que le taximètre porte une affiche avec la mention suivante :

« Le prix indiqué par ce taximètre peut être majoré de 8 p.c., pourboire inclus, en vertu de l'arrêté ministériel du 12 décembre 1989. »

**Art. 6.** L'arrêté ministériel du 28 novembre 1986 fixant les prix maxima pour le transport par taxis est abrogé.

**Art. 7.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des chapitres II et III de la loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 1989.

W. CLAES

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bedoelde tarieven reeds verschillende jaren van toepassing zijn en de evolutie van de kostprijselementen een onmiddellijke aanpassing noodzakelijk maakt;

Besluit :

**Artikel 1.** De maximumprijzen, fooi en belasting over de toevoegde waarde inbegrepen, voor het vervoer van personen met taxi's, worden als volgt vastgesteld :

A. In de lokaliteiten waar het perimeterstelsel niet moet worden toegepast :

1. Kilometerprijs :

- a) kleine rijtuigen : 30 F per afgelegde kilometer;
- b) grote rijtuigen : 34 F per afgelegde kilometer.

2. Wachtgeld : 500 F per uur.

3. Opnemingsbedrag : 70 F.

4. Afstand : de afstand mag worden berekend vanaf het vertrek van de garage of de standplaats tot de terugkeer op dezelfde plaats. De afstand zonder passagier dient langs de kortste weg te worden afgelegd.

B. In de lokaliteiten waar het perimeterstelsel wordt toegepast :

1. Kilometerprijs :

- a) kleine rijtuigen : 38 F per afgelegde kilometer met passagier;

- b) grote rijtuigen : 42 F per afgelegde kilometer met passagier.

2. Wachtgeld : 500 F per uur.

3. Opnemingsbedrag : 70 F.

Het opnemingsbedrag geeft recht op het thuis afhalen binnen een straal van 2 000 meter, gerekend vanaf de dichtst bijgelegen standplaats van de exploitant.

4. Afstand : de afstand mag worden berekend vanaf het instappen van de klant tot het uitstappen van de klant binnen de perimeter. Indien de klant buiten de perimeter uitstapt, mag de terugrit tot de perimeter worden aangerekend, met dien verstande dat de terugrit langs de kortste weg moet geschieden.

**Art. 2.** In de lokaliteiten waar het perimeterstelsel wordt toegepast, moeten de grenzen van de perimeter worden goedgekeurd door de Minister van Economische Zaken.

De goedkeuringen die reeds werden toegestaan, blijven geldig. De aanvragen tot wijziging en de nieuwe aanvragen tot goedkeuring dienen te worden gericht aan de Prijzendienst van het Ministerie van Economische Zaken, J.A. De Motstraat 24-26, te 1040 Brussel, door de overheid die de machtiging tot exploitatie van een taxidiest verleent.

**Art. 3.** Worden als grote rijtuigen beschouwd deze met meer dan vier zitplaatsen, de plaats van de bestuurder inbegrepen; de andere worden als kleine rijtuigen beschouwd.

**Art. 4.** De Minister van Economische Zaken kan de toepassing van tarieven aangepast aan de plaatselijke omstandigheden, toestaan.

**Art. 5.** Als overgangsmaatregel en uiterlijk tot 31 januari 1989 mogen de exploitanten van voertuigen uitgerust met taximeters die nog niet werden afgesteld op de door onderhavig besluit toegelaten tarieven, de ritprijs aangeduid door de taximeter op basis van het vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit geldende tarief, verhogen met 8 pct.

Deze toelating is ondergeschikt aan de voorwaarde dat op de taximeter een aanplakbriefje is aangebracht met de volgende vermelding :

« De prijs aangeduid door deze taximeter mag worden verhoogd met 8 pct., fooi inbegrepen, krachtens het ministerieel besluit van 12 december 1989. »

**Art. 6.** Het ministerieel besluit van 28 november 1986 houdende vaststelling van de maximumprijzen voor het vervoer met taxi's wordt opgeheven.

**Art. 7.** De inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III van de wet van 22 januari 1945 betreffende de economische reglementering en de prijzen.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 12 december 1989.

W. CLAES